

DOSSIER

Eine Publikationsreihe
des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes

Dossier Nr. 137



Foto: Daniel Pietzsch/Flickr (CC BY-NC 2.0)

Spuren der Entsolidarisierung: Analyse und Handlungsbedarf

Avec une version courte en français

Januar 2020
Daniel Lampart

Inhalt

I	Version courte en français : Seule une économie qui sert toute la population a de l'avenir	3
II	« Désolidarisation » depuis les années 1990 : réduction des prestations et externalisations	4
III	Les entreprises thésaurisent les bénéfices au lieu d'investir ; la population n'a pas assez de pouvoir d'achat	7
IV	Actions nécessaires dans l'immédiat : améliorer les rentes, diminuer les prélèvements, réaliser l'égalité des salaires, décharger les petits revenus, augmenter les salaires, affaiblir le franc	9
1	Einleitung	11
2	Steigende Arbeitslosigkeit und – später – sinkende Sozialleistungen	12
3	Privilegien und Ausgrenzung in den Betrieben: Lohnschere, Auslagerungen, Temporärarbeit	15
4	Druck auf die Altersrenten, schleichende Teilprivatisierung	18
5	Steuer- und Abgabenpolitik im Dienst der Oberschicht	20
6	Wirtschafts- und sozialpolitischer Handlungsbedarf	22
7	Bibliografie	23

I Version courte en français : Seule une économie qui sert toute la population a de l'avenir

Plus de dix ans après l'éclatement de la crise financière, l'économie est de nouveau fragilisée. Plusieurs explications sont avancées, comme le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine, mais elles sont un peu courtes et reflètent plutôt des symptômes que des causes réelles.

Derrière cette faiblesse de la conjoncture, on trouve surtout des facteurs similaires à ceux qui ont largement contribué à la crise financière, à savoir des déséquilibres sociaux et économiques. Raghuram Rajan¹, alors économiste en chef au Fonds monétaire international (FMI), l'avait reconnu très tôt : la doctrine économique libérale, avec son cortège de détériorations économiques et sociales pour de larges pans de la population américaine, a été un moteur important de cette crise. Et ces problèmes n'ont toujours pas été réglés, ni aux États-Unis ni en Europe. Pour l'Allemagne, le FMI lui-même arrive désormais à la conclusion que l'évolution insuffisante des salaires et l'accumulation des bénéfices par les entreprises pèsent lourdement sur l'économie², et ce, malgré les améliorations concernant le salaire minimum et le financement de l'assurance-maladie. Il n'est guère contesté aujourd'hui que ces problèmes économiques font le lit des mouvements de la droite populiste et contribuent ainsi au conflit commercial³.

¹ Rajan, R. (2010) : Fault Lines, Princeton. « The most important example [...] is rising income inequality in the United States and the political pressure it has created for easy credit » (p. 8).

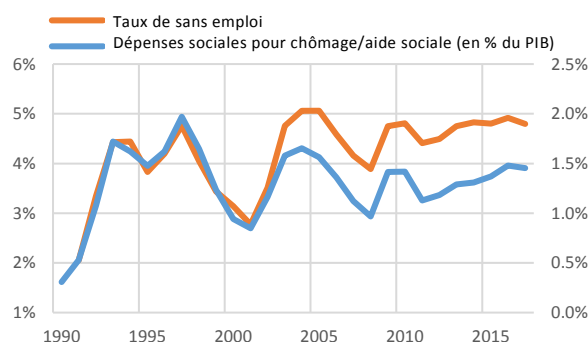
² <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/07/09/Germany-2019-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-47093>.

³ Pour l'Allemagne : voir Franz C. et al (2019) : Grüne und AfD als neue Gegenpole der gesellschaftlichen Spaltung in Deutschland, DIW-Wochenbericht 34/2019. https://www.diw.de/de/diw_01.c.672900.de/publikationen/wochenberichte/2019_34/gruene_und_afd_als_n_eue_gegenpole_der_gesellschaftlichen_spaltung_in_deutschland.html.

II « Désolidarisation » depuis les années 1990 : réduction des prestations et externalisations

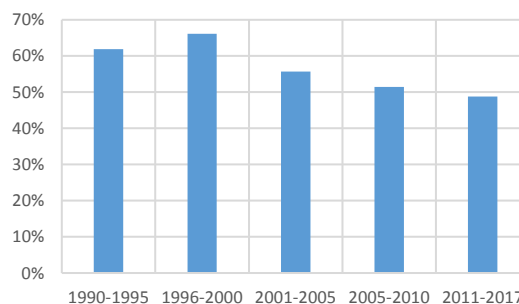
Cette doctrine économique a aussi laissé des traces en Suisse, même si elles sont moins prononcées qu'aux États-Unis ou qu'en Allemagne. C'est ce que démontre l'analyse de l'USS publiée aujourd'hui. Les premiers signes sont apparus au début des années 1990, alors que les entreprises ont licencié du personnel dans des proportions jamais vues depuis les années 1930, et pour la première fois aussi des employé-e-s en fin de carrière. Jusqu'au début des années 2000, la politique sociale s'est montrée prête à développer les prestations de l'assurance-chômage pour créer un filet suffisant pour les personnes concernées. Mais après, les milieux patronaux ont commencé à introduire des diminutions de prestations dans l'assurance-chômage et l'AI pour combattre le « monstre social » de la Suisse, comme le qualifiait de manière polémique le directeur de l'Union patronale suisse de l'époque, Peter Hasler. De plus en plus de personnes se sont vues poussées vers l'aide sociale et les prestations sociales par personne sans emploi ont nettement reculé (voir graphiques ci-dessous).

Taux de sans-emploi et dépenses sociales



Taux de remplacement en cas d'absence d'emploi : indicateur⁴

(prestations sociales en % du salaire moyen)



Sources : OFAS, OFS, calculs de l'USS

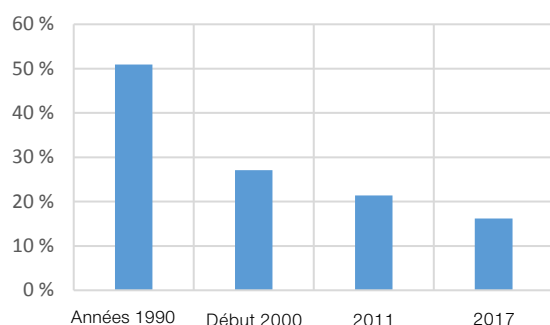
Des changements importants ont aussi eu lieu au sein des entreprises : il y a eu une augmentation de l'externalisation de services comme le nettoyage, la sécurité, etc, mais aussi du travail temporaire ou de la sous-traitance. Il y a une trentaine d'année, le ou la concierge, le personnel de nettoyage ou les agent-e-s de sécurité étaient présents au repas de Noël d'une grande société. Aujourd'hui, ce n'est plus guère le cas. De fait, avec « l'économie de plate-forme », les salarié-e-s doivent désormais même pouvoir être employés en tant que soi-disant indépendant-e-s. Les externalisations ont creusé les inégalités sociales, car par exemple, une employée de nettoyage dans une grande entreprise gagne un quart, voire un tiers de plus que si elle est embauchée par une entreprise de nettoyage⁵. Et ils ont renforcé le cloisonnement et la fragmentation de la société. Aujourd'hui, les employé-e-s de banque qui ont fait des études et les préposé-e-s au nettoyage évoluent dans des univers

⁴ Prestations sociales pour « chômage » et « exclusion sociale », selon les Comptes globaux de la protection sociale (CGPS), par personne sans emploi, divisées par le salaire moyen (revenu de salarié-e selon comptes nationaux/emploi selon STATEM).

⁵ Salaire médian standardisé pour un emploi à plein temps d'employé de nettoyage/personnel auxiliaire (ISCO 91) dans la branche « Entretien des bâtiments ; horticulture et aménagement paysager » Fr. 3815.-, dans « Services financiers » Fr. 4763.-, dans « Assurances » Fr. 5218.-, dans « Administration publique, défense ; assurances sociales » Fr. 5138.-

complètement différents. Les écarts salariaux se sont encore creusés avec les nouveaux systèmes de salaires avec bonus : les plus hauts salaires ont atteint des ordres de grandeur que personne n'aurait cru possibles auparavant. D'un autre côté, les hausses générales de salaire, qui profitent à tous les salarié-e-s, sont plus rares.

Part personnel de nettoyage non externalisé : estimation⁶
(part sur l'ensemble des actifs/actives dans métiers du nettoyage)



Sources : OFS, calculs de l'USS

En revanche, les attaques contre les syndicats et les conventions collectives de travail (CCT) ont échoué. En 1992, le président de l'Union patronale Guido Richterich qualifiait les CCT de « modèle en voie de disparition ». Mais dans les faits, le nombre de CCT déclarées de force obligatoire (extension du champ d'application) est passé de 14 en 1995 à environ 50 aujourd'hui (Confédération et cantons). Les syndicats sont parvenus à mettre en place des CCT aussi dans plusieurs branches des services, comme le nettoyage ou la sécurité, et à augmenter substantiellement les salaires minimaux dans les CCT existantes. Raison pour laquelle les salaires bas et moyens en Suisse ont connu une évolution relativement bonne en comparaison avec d'autres pays, comme l'Allemagne ou les États-Unis.

Dans la prévoyance vieillesse, les deux Chambres fédérales ont décidé en 1972 à l'unanimité (!) de doubler les rentes AVS, les portant à un niveau nettement supérieur à aujourd'hui par rapport au salaire⁷. Cette décision a été prise aussi pour des motifs de solidarité, comme on a pu l'entendre à l'époque lors des débats. À partir des années 1990, les prestations AVS ont toutefois connu des vents toujours plus défavorables, attisés par les scénarios ultrapessimistes de la Confédération⁸. Le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz proposa même en 2004 de « privatiser autant que possible les assurances sociales ». Mais ces attaques contre l'AVS n'avaient aucune chance au niveau politique⁹.

⁶ Calcul : part du personnel de nettoyage non externalisé = 1- employé-e-s dans la branche du nettoyage/travailleurs et travailleuses ayant un métier dans le nettoyage.

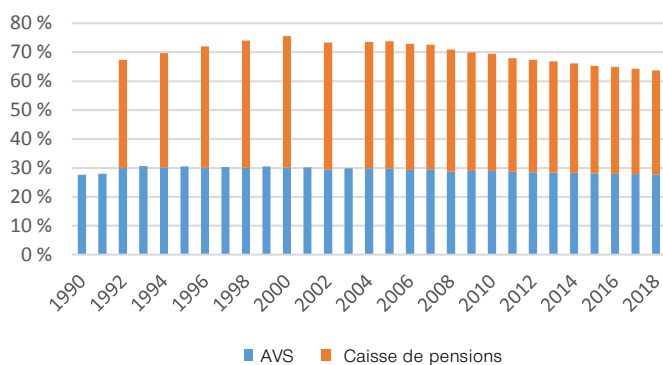
⁷ La rente AVS moyenne s'élevait en 1975 à environ 27 % du salaire moyen de l'époque (par équivalent plein temps). Aujourd'hui, elle est d'environ 21 %.

⁸ Le Groupe de travail interdépartemental IDA FiSo de l'époque a commis une énorme erreur collective. La croissance du PIB suisse n'a pas été comme prévu de seulement 1,3 % (1995-2010), respectivement de 0,5 % (2010-2025), mais s'est élevée à 2,0 %, resp. 1,8 %. Le conseiller fédéral Didier Burkhalter a dû en outre avouer que le modèle AVS de la Confédération travaillait sur la base d'hypothèses structurellement fausses.

⁹ Seule la 10^e révision de l'AVS a été acceptée. Elle contenait une hausse de l'âge de la retraite des femmes de 62 à 64 ans, mais cette hausse était compensée par des améliorations et des garanties de prestations (env. 80 % des réductions de prestations), comme par exemple les bonifications pour tâches éducatives et d'assistance.

Peu de temps après, les problèmes des rentes ont commencé à s'accroître surtout dans les caisses de pensions. Les rentes du 2^e pilier ont sensiblement baissé ces dernières années. Les personnes qui partent aujourd'hui à la retraite touchent nettement moins de rente par rapport au salaire.

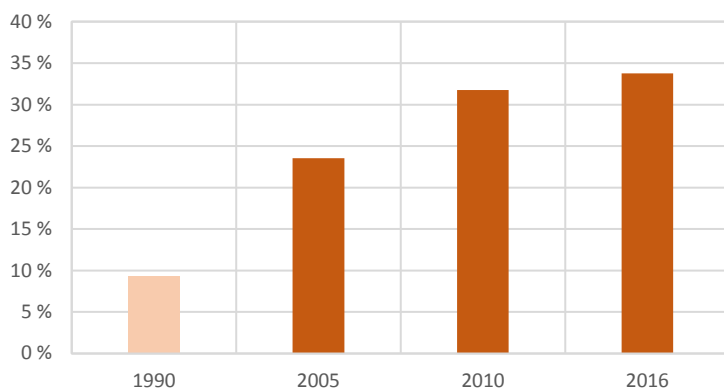
Indicateur « taux de remplacement » issu de l'AVS et du 2^e pilier
(rente moyenne en % du salaire moyen)



Sources : OFAS, OFS, calculs de l'USS

Les personnes qui en ont les moyens tentent de combler ces baisses avec des solutions individuelles de prévoyance, ce qui fait que la solidarité dans la prévoyance vieillesse est érodée. Contrairement à l'AVS, le 3^e pilier ne contient aucune redistribution solidaire entre les hauts et les bas revenus. Et les employeurs et employeuses ne contribuent pas non plus. Le 3^e pilier est avant tout un outil d'optimisation fiscale pour les revenus élevés. Les versements dans le 3^e pilier ont fortement augmenté. Actuellement, cela représente environ dix milliards de francs par année, soit environ un tiers des cotisations salariales annuelles à l'AVS. Concrètement, cette tendance est synonyme de privatisation partielle et rampante de la prévoyance vieillesse, car le développement du 3^e pilier se produit dans les banques et les compagnies d'assurance, qui en tirent des bénéfices.

Versements dans le pilier 3a en % de la totalité des cotisations salariales pour l'AVS



Sources : OFAS, calculs de l'USS

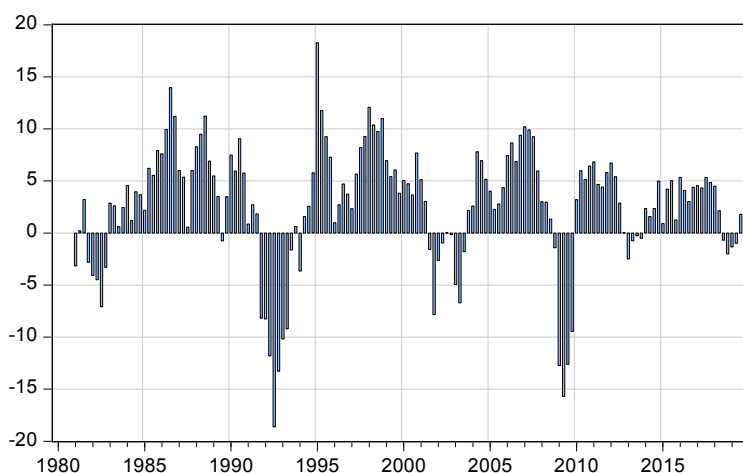
III Les entreprises thésaurisent les bénéfices au lieu d'investir ; la population n'a pas assez de pouvoir d'achat

Vers la fin 2019, la situation économique mondiale s'est quelque peu stabilisée. Les entrées de commandes dans l'industrie ont cessé de reculer. En Allemagne en particulier, la conjoncture est de nouveau légèrement à la hausse. Cela fera du bien aussi aux exportations suisses. L'USS prévoit pour 2020 une croissance du PIB de 1,5 %, un renchérissement de 0,4 % et un taux de chômage de 2,5 %.

Rétrospectivement, on est toutefois obligé de qualifier la reprise économique des dernières années de décevante. La croissance des investissements en biens d'équipement a été comparativement faible, tant en Suisse que dans des pays comme l'Allemagne. Et ce, bien que les besoins en investissements soient importants, notamment pour empêcher le changement climatique.

Investissements réels en biens d'équipement en Suisse

(variation par rapport à l'année dernière, en %)



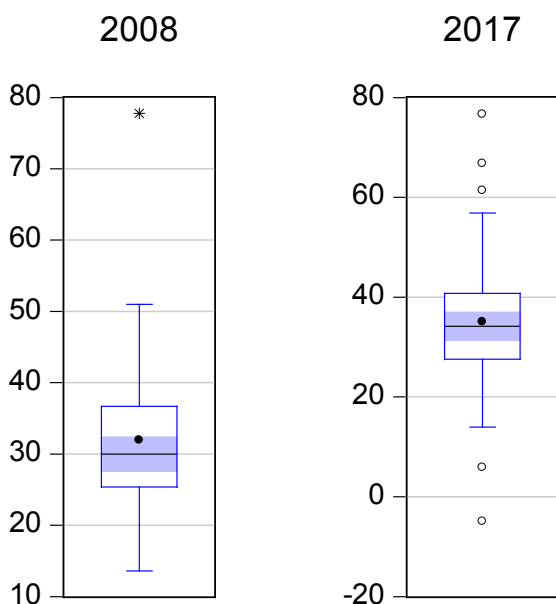
Sources : OFS, SECO, calculs de l'USS

La forte appréciation du franc a sans aucun doute freiné la dynamique des investissements en Suisse. Mais il y a parallèlement d'autres facteurs fondamentaux, pas seulement en Suisse, mais dans toute l'Europe. Les entreprises thésaurisent toujours plus de bénéfices. Les taux de capitaux propres ont augmenté de manière particulièrement forte. L'« endettement » n'a donc pas augmenté dans les pays industrialisés, comme on le colporte souvent, mais il a baissé.

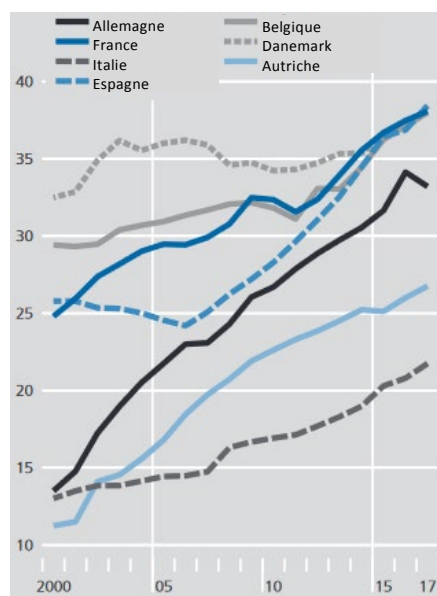
Capitaux propres des entreprises en % du total du bilan (sans les banques et assurances)

(répartition en Suisse)

(valeur médiane propre à chaque pays)



Sources : OFS, calculs de l'USS



Banque centrale allemande 10

Les États du Nord de l'Europe économisent eux aussi¹¹. En Suisse, la fortune nette de la Confédération, des cantons et des communes atteint aujourd'hui entre 90 et 257 milliards de francs, selon la définition que l'on retient. C'est complètement inédit. Avec de telles économies, il n'est pas étonnant que les taux d'intérêt soient si bas.

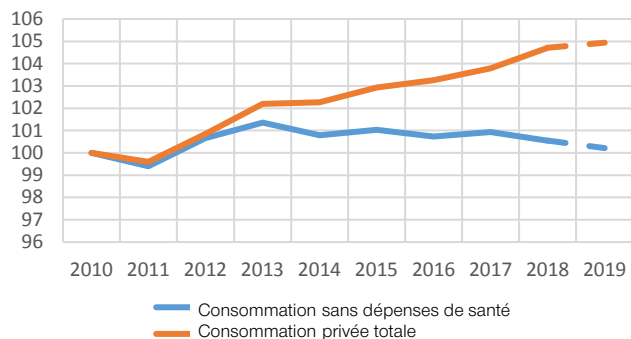
Et cela a également un effet sur la consommation. Lorsque les entreprises thésaurisent les bénéfices au lieu d'augmenter les salaires, c'est le pouvoir d'achat qui en souffre. Et, dans le cas de la Suisse, les taux d'intérêt bas font baisser les rentes des caisses de pensions. La consommation par habitant a pratiquement cessé d'augmenter en 2019, ou alors seulement dans le domaine des prestations de santé.

¹⁰ <https://www.bundesbank.de/resource/blob/818558/348572e91886fb9af4c9fd13cac4218b/mL/2019-12-monatsbericht-data.pdf>.

¹¹ Le Danemark, la Finlande, la Suède et la Norvège accroissent leur fortune publique nette. L'Allemagne, les Pays-Bas et d'autres pays réduisent sensiblement les capitaux étrangers (voir dans les Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/economy/outlook/Fiscal-balances-and-Public-Indebteness-november-2019.xls, le tableau « General government net financial liabilities »).

Consommation réelle par habitant-e

(2010=100)



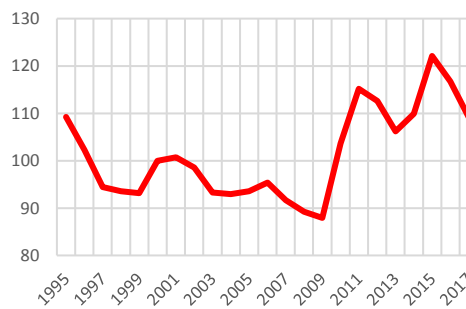
Le franc reste nettement surévalué, surtout par rapport aux devises de nos principaux partenaires commerciaux comme l'Allemagne. À cela s'ajoute le fait que les acteurs du marché des devises continuent de vouloir acheter des francs suisses, par exemple lorsque l'incertitude politique augmente, ce qui entraîne à nouveau une pression à la hausse sur le franc.

Cours réel du franc par rapport à l'Allemagne, 2000=100

(prix à la consommation)



(coûts salariaux unitaires dans l'industrie)



Sources : BNS, Eurostat, calculs de l'USS

IV Actions nécessaires dans l'immédiat : améliorer les rentes, diminuer les prélèvements, réaliser l'égalité des salaires, décharger les petits revenus, augmenter les salaires, affaiblir le franc

Nous nous trouvons face à des choix importants en termes de politique économique. Seule une économie qui sert la population dans son ensemble a de l'avenir. La prévoyance vieillesse constitue l'un des dossiers cruciaux de l'année en cours. L'USS lancera en mars la récolte de signatures pour la 13^e rente AVS, un projet qui doit mettre le holà à la privatisation rampante et à la désolidarisation dans la prévoyance vieillesse. Nous voyons aussi dans le compromis des partenaires sociaux sur la LPP un bon potentiel de progrès : grâce notamment à sa composante de répartition financée solidairement, il permettra d'améliorer les retraites des femmes, des personnes travaillant à temps partiel et des bas revenus. Du côté du système de santé, le dépôt de l'initiative pour davantage de réductions des primes-maladie met actuellement sur la table, dans la Berne fédérale, la revendication d'un financement plus équitable. Le Parlement doit maintenant adopter la prestation transitoire pour les chômeurs et chômeuses âgés, au minimum au niveau du projet du Conseil fédéral. Cela permettrait non seulement d'aider les personnes directement concernées, mais briserait aussi la tendance actuelle à un affaiblissement de la couverture sociale des personnes au chômage.

Autre gros défi : rapprocher à nouveau les gens au sein des entreprises. Pour l'USS, il est primordial d'empêcher de nouvelles formes d'abus qui peuvent surgir à travers l'« économie de plateforme » et l'indépendance fictive. Autres priorités : introduire le principe de l'égalité de traitement (salaire égal pour travail égal) dans le travail temporaire ainsi que réintégrer, notamment dans les administrations publiques, les activités, externalisée, de nettoyage.

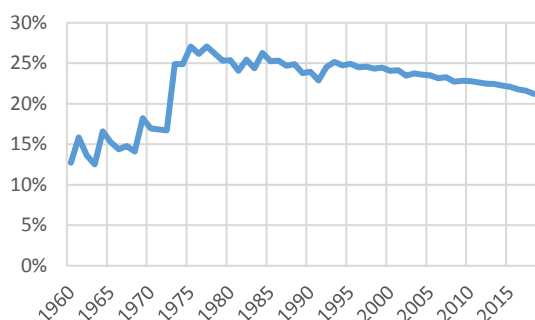
L'USS attend de la Banque nationale suisse (BNS) qu'elle agisse plus fermement en faveur d'un taux équitable pour le franc suisse. Elle s'engage aussi pour qu'une partie des bénéfices de la BNS soit utilisée pour contribuer au financement de l'AVS. En revanche, la suppression des taux d'intérêt négatifs telle que l'exigent certaines banques serait non seulement catastrophique pour le cours du franc, mais pourrait même entraîner des taux d'intérêt à long terme plus bas encore qu'aujourd'hui (à travers un renchérissement négatif dû à l'appréciation du franc). Si les adversaires des taux négatifs veulent vraiment améliorer les choses, ils doivent augmenter les salaires. Ce serait une mesure efficace pour avoir des taux d'intérêt à long terme plus élevés, car le renchérissement et la consommation augmenteraient.

1 Einleitung

Im Jahr 1972 geschah etwas aus heutiger Sicht völlig Überraschendes: National- und Ständerat beschlossen einstimmig, die AHV-Renten zu verdoppeln. Gemessen am Durchschnittslohn waren die Renten 1975 sogar höher als heute. „Die Weiterführung der gewohnten Lebensweise im Rentenalter“ sei auch eine Frage der Solidarität, wie in der Ratsdebatte argumentiert wurde.¹²

AHV-Durchschnittsrente

(in Prozent des Durchschnittslohnes)



Quelle: BSV, BFS, Berechnungen SGB

Überraschend ist dieser Entscheid aus heutiger Sicht, weil die Wirtschafts- und Sozialpolitik seit der zweiten Hälfte der 1980er-Jahre von den Arbeitgeberkreisen wirtschaftsliberal ausgerichtet wurde. Sozialleistungen, Arbeitnehmerrechte usw. mussten „wirtschaftsverträglich“ sein. Die Solidarität musste hinter die Maxime der Wettbewerbsfähigkeit zurücktreten, was in den Sozialwerken, in den Betrieben und in der Abgabepolitik schmerzhaft Spuren hinterliess. Es überrascht nicht, dass sich heute viele Menschen abgehängt oder im Stich gelassen fühlen.

Dank dem Widerstand der Gewerkschaften und der sozialen Kräfte konnten viele Verschlechterungen verhindert und - wenn es Gelegenheiten gab - Verbesserungen erzielt werden. Am Arbeitsgesetz bissen sich die Arbeitgebervertreter die Zähne aus. Bei den (unteren) Löhnen und bei den Gesamtarbeitsverträgen ging es aufwärts. Auch im Bereich der Gleichstellung gab es Fortschritte – durch die Anrechnung von Betreuungsaufgaben an die AHV oder durch die Mutterschaftsversicherung.

Neuerdings ist in den Wirtschaftseliten ein leichtes Umdenken feststellbar. Geschockt durch neue nationalkonservative Strömungen und neuartigen Formen des Rechtspopulismus fragen sie sich, wie die Bevölkerung wieder von einer Wirtschaftspolitik im Dienste der Firmen und der Aktionäre überzeugt werden könne. Taten folgten bisher jedoch noch kaum.

Überhaupt ist die Frage so falsch gestellt. Die Wirtschafts- und Sozialpolitik muss der Bevölkerung nützen. Ohne Solidarität geht das nicht.

Der folgende Beitrag geht der Frage nach, inwiefern sich die Schweiz wirtschafts- und sozialpolitisch in den letzten 30 Jahren entsolidarisiert hat und wo die Arbeitgeberkreise gescheitert sind. Und er macht Vorschläge, wie die Fehlentwicklungen korrigiert werden sollen.

¹² S. das Ratsprotokoll zur 8. AHV-Revision: <https://www.parlament.ch/centers/documents/de/verhandlungen-11064-1971-d-f.pdf>. S. auch Leimgruber (2008) für eine umfassende Darstellung.

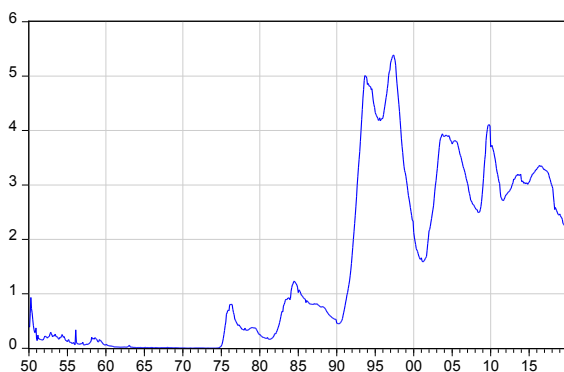
2 Steigende Arbeitslosigkeit und – später – sinkende Sozialleistungen

Die frühen 1990er-Jahre waren für die Schweizer Bevölkerung ein Schock. Die Arbeitslosigkeit – vorher ein Randphänomen – kann jetzt jede und jeden treffen. Die Arbeitslosenquote stieg von 0.4 auf 5 Prozent. Dahinter stehen zwei Ursachen. Einerseits eine verfehlte Konjunkturpolitik, sowohl in der Hochkonjunktur der späten 1980er-Jahre, als die Konjunktur durch eine prozyklische Geld- und Finanzpolitik zusätzlich angefacht wurde, so dass die folgende Rezession schmerzhafter ausfiel. Andererseits eine neue wirtschaftliche und wirtschaftspolitische Ausrichtung mit der Vorgabe, dass die Schweizer Wirtschaft im „globalen Standortwettbewerb“ wettbewerbsfähiger werden müsse.¹³ Symptomatisch dafür sind die 1991 und 1995 von Vertretern der multinationalen Firmen veröffentlichten „Weissbücher“, aber auch die damaligen Aussenwirtschaftsberichte des Bundes oder die Stellungnahmen des SNB-Direktors Lusser.¹⁴

Die Geld- und Finanzpolitik wurde ab 1992 restriktiv, was die damalige wirtschaftliche Schwächephase verlängerte. Die Firmen entliessen in seit den 1930er-Jahren nicht mehr gesehenen Mass Personal. Dabei wurden auch ältere MitarbeiterInnen nicht mehr geschont. Die Erwerbstätigenquote der 55 bis 64-Jährigen fiel von 85.2 Prozent (1991) auf 74.9 Prozent (2005).

Arbeitslosenquote

(saisonbereinigt, in Prozent)



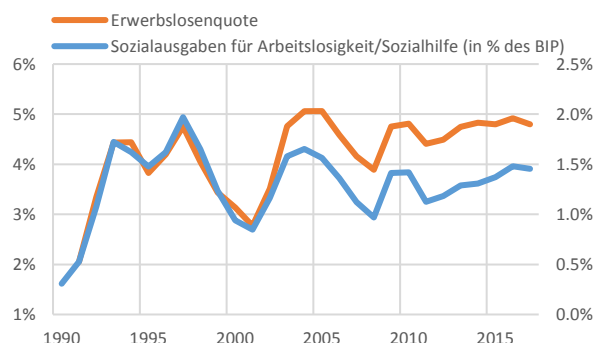
Quelle: Seco, Saisonbereinigung SGB

Den Umständen entsprechend positiv war, dass die Solidarität in der Sozialpolitik zunächst einigermassen spielte. Die Politik war bereit, die Betroffenen in der Arbeitslosenversicherung aufzufangen. Die Leistungen der ALV wurden ausgebaut, indem beispielsweise die maximale Taggeldbezugsdauer nach und nach auf 520 Tage erhöht wurde. Auch die Invalidenversicherung war ein Notausgang für Berufstätige, welche aus körperlichen oder psychischen Gründen keine Stelle mehr fanden. Die Zahl der IV-Renten verdoppelte sich von knapp 110'000 (1990) auf etwas über 220'000 (2005).

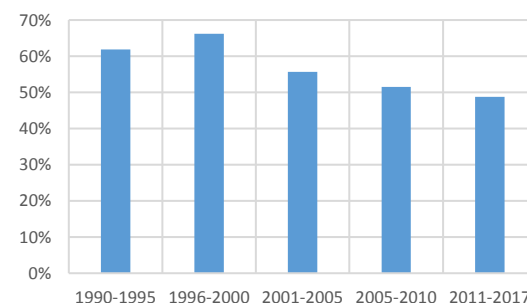
¹³ Eine Analyse dieser Entwicklungen in den 1980er- und 1990er-Jahre findet sich in Lampart (2006).

¹⁴ Lusser sprach sich an der SNB-GV 1994 gegen Massnahmen gegen die Frankenüberbewertung aus und forderte hingegen fernab der Geldpolitik: „Zahlreiche lähmende Vorschriften – Normen im Bereich des Wettbewerbs-, Boden-, Bau- und Arbeitsmarktrechts – sind aufzuheben“.

Erwerbslosenquote und Sozialausgaben



Ersatzquote bei Erwerbslosigkeit: Indikator¹⁵ (Sozialleistungen in % des durchschn. Lohnes)



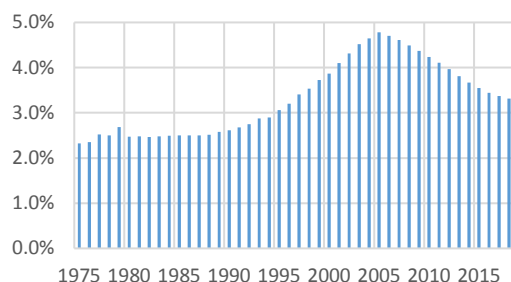
Quelle: BSV, BFS, Berechnungen SGB

Doch ab Anfang der 2000er-Jahre setzte ein politischer Meinungsumschwung ein. Arbeitgeber und bürgerliche Politiker kritisierten die Leistungen der Sozialwerke – insbesondere mit finanzpolitischen und demografischen Argumenten. Der damalige Arbeitgeberdirektor Hasler sprach 2004 sogar vom „Sozialmoloch Schweiz“¹⁶ und forderte substantielle Leistungskürzungen. SVP-Nationalrat Blocher attackierte die Mehrheit der IV-Bezüger ein halbes Jahr vor seiner Bundesratswahl als „Scheininvaliden“.

Bei der Arbeits- und bei der Invalidenversicherung setzte ab Ende der 1990er-Jahre ein Druck auf die Leistungen ein (für Details s. Lampart/Schüpbach/Kopp 2016). In der 3. und 4. Revision der Arbeitslosenversicherung wurden die Taggeld-Bezugsdauer gesenkt und die erforderliche Beitragsdauer teilweise erhöht. Bei der Invalidenversicherung führte die 4. IV-Revision und die damit verbundene restriktivere Gerichtspraxis zu einem starken Rückgang der Neurenten. Die Zahl der IV-Renten begann zu sinken.

Entwicklung der ord. IV-Renten

(in % der Bev. im Alter von 20-64)



Quelle: BSV, BFS, Berechnungen SGB

Das verschärfte die Situation der Betroffenen, welche nun weder einen Job noch eine soziale Absicherung mehr hatten. Die Sozialhilfeszahlen bei den Menschen im Alter von 45+ stiegen. Die Kosten pro Erwerbslosen gingen zurück, da die Sozialhilfe für den Staat „billiger“ ist als die ALV. Pro

¹⁵ Sozialleistungen für „Arbeitslosigkeit“ und „soziale Ausgrenzung“ gemäss Gesamtrechnung der sozialen Sicherheit (GRSS) pro ErwerbsloseN dividiert durch den Durchschnittslohn (Arbeitnehmereinkommen gemäss VGR/Beschäftigung gemäss BESTA).

¹⁶ Interview in der NZZ vom 18. März 2004.

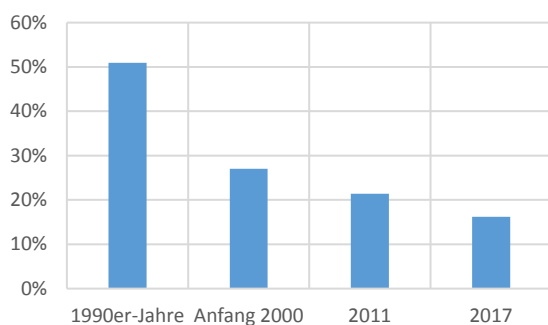
Erwerbslosen gab der Staat nun noch rund 50 Prozent des Durchschnittslohnes aus – gegenüber knapp 65 Prozent in der zweiten Hälfte der 1990er Jahre (s. Grafik oben).

3 Privilegien und Ausgrenzung in den Betrieben: Lohnschere, Auslagerungen, Temporärarbeit

Vor rund 30 Jahren sassen am Weihnachtsessen einer grossen Firma auch der Hauswart oder das Reinigungs- und Sicherheitspersonal mit am Tisch. Heute sind diese und andere Tätigkeiten meist ausgelagert. Die Reinigungsleute feiern – wenn überhaupt – in der Reinigungsfirma. Auf der anderen Seite sind beispielsweise die heute meist akademisch ausgebildeten Bankangestellten unter sich. Diese Auslagerungen führen einerseits zu mehr sozialer Ungleichheit – denn eine Reinigungsangestellte bei einer Bank oder bei einer anderen Grossfirma hat rund ein Viertel bis ein Drittel mehr Lohn als die Angestellte bei einer Reinigungsfirma¹⁷. Andererseits verstärken sie eine gesellschaftliche Entfremdung und Segmentierung – wenn sich die Akademiker und die Hilfskräfte in unterschiedlichen Firmen und gesellschaftlichen Realitäten bewegen.¹⁸

Anteil Reinigungspersonal, das nicht ausgelagert ist - Schätzung¹⁹

(Anteil am Total der Erwerbstätigen mit Reinigungsberuf)



Quelle: BFS, Berechnungen SGB

Diese Auslagerungen sind nur eine der Folgen einer tiefgreifenden Neuorientierung in den Firmen, welche in den 1990er Jahren unter Namen wie „Shareholder value“ Einzug hielt (s. Halbeisen et al., 2012). Die Rendite der Firma wird ins Zentrum gestellt. Risiken und Kosten werden möglichst ausgelagert. Das zeigt sich auch in der Entwicklung des Personalverleihs. Die Temporärarbeit hat sich seit Mitte der 1990er-Jahre verfünffacht. Subunternehmen mit teilweise prekären Arbeitsbedingungen schossen wie Pilze aus dem Boden – namentlich im Bau. Angriffe auf den Arbeitnehmerschutz im Arbeitsgesetz (Verlängerung der Arbeitszeiten u.a.) konnten die Gewerkschaften aber erfolgreich abwehren. Neue Gefahren drohen über die so genannte „Plattformwirtschaft“, wo Arbeitnehmende missbräuchlich als Selbständige beschäftigt werden.

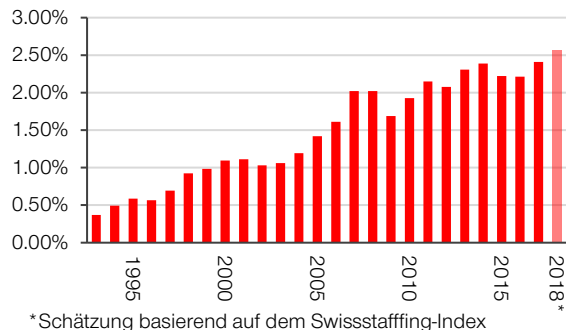
¹⁷ Standardisierter Medianlohn für Vollzeitstellen für „Reinigungspersonal/Hilfskräfte“ (ISCO 91) in der Branche „Gebäudebetreuung; Garten- u. Landschaftsbau“ 3815 Fr., in „Finanzdienstleistungen“ 4763 Fr., in „Versicherungen“ 5218 Fr., in „Öffentl. Verwaltung, Verteidigung; Sozialvers.“ 5138 Fr.

¹⁸ S. Goldschmidt/Schneider (2017) für Deutschland oder Song et al. (2019) für die USA. Für die Schweiz gibt es leider keine detaillierten Untersuchungen dazu. Die Auswirkungen von Auslagerungen, Temporärarbeit usw. auf die gesellschaftliche Disintegration wurde bisher noch nicht untersucht Koppetsch (2019) weist aber nach, dass solche Segmentierungstendenzen das Gefühl des Abgehängt-Seins und die damit verbundenen rechtspopulistischen Strömungen wesentlich prägen.

¹⁹ Berechnung: 1- Beschäftigte in der Reinigungsbranche/Erwerbstätige mit Reinigungsberuf

Arbeitsvolumen von Temporär-Arbeitskräften

(in % der vzäq. Beschäftigung)

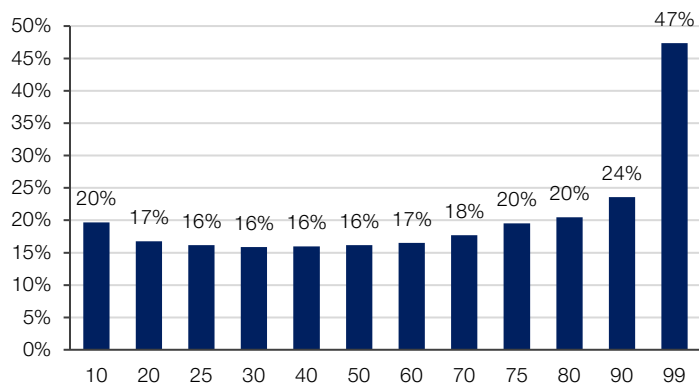


Quelle: SECO, BfS

Grosse Profiteure diese Neuausrichtung sind nicht nur die Aktionäre, sondern auch die Kader und Spezialisten. Die Saläre wurden über Bonuslohnsysteme an die Ertragsentwicklung oder an den Aktienkurs gekoppelt und substanziell erhöht (Lampart/Gallusser 2013). Es gab mehr individuelle und weniger generelle Lohnhöhungen. Die Topgehälter erreichten Grössenordnungen, welche zuvor kaum jemand für möglich gehalten hätte.

Wachstum der Reallöhne nach Lohnklassen

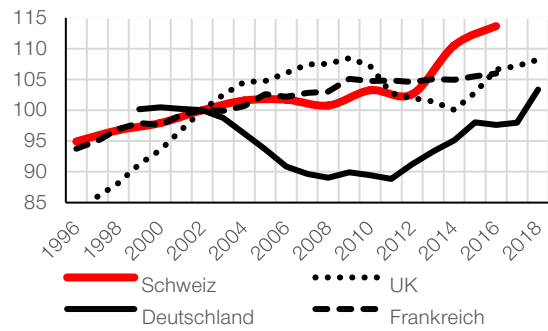
(1996 bis 2016, nach Perzentilen, Reallöhne, Privatwirtschaft)



Quelle: Lohnstrukturerhebung, BFS

Den Verfechtern des Shareholder Value waren starke Gewerkschaften und gute Gesamtarbeitsverträge ein Dorn im Auge. 1992 bezeichnete der damalige Arbeitgeberpräsident Richterich die GAV als „Auslaufmodell“. Doch die Angriffe auf die GAV scheiterten. Die Realität ging sogar 180 Grad in die andere Richtung: Die Zahl der allgemeinverbindlich erklärten GAV (AVE GAV) stieg von 14 (1995) auf heute rund 50 (Bund und Kantone) – dank den gewerkschaftlichen Offensiven bei der GAV-Politik und bei den Mindestlöhnen. Es gelang, GAV neu auch in verschiedenen Dienstleistungsbranchen wie der Reinigung oder Sicherheit zu etablieren und die Mindestlöhne in bestehenden GAV stark anzuheben. Die tiefsten Mindestlöhne im Gastgewerbe stiegen von 2340 Fr. Ende der 1990er Jahre auf heute 3470 Fr./Mt. (plus 13. Monatslohn). Mit der Einführung der Flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit werden die Schweizer Löhne heute flächendeckend kontrolliert. Im Missbrauchsfall werden Firmen aufgefordert, die Löhne anzuheben. In Bezug auf die Lohnentwicklung bei den untersten 10 Prozent steht die Schweiz deshalb im Vergleich zu anderen Ländern wie Deutschland relativ gut da.

Entwicklung der Reallöhne – unterste 10 Prozent (Dezilgrenze, 2002=100)



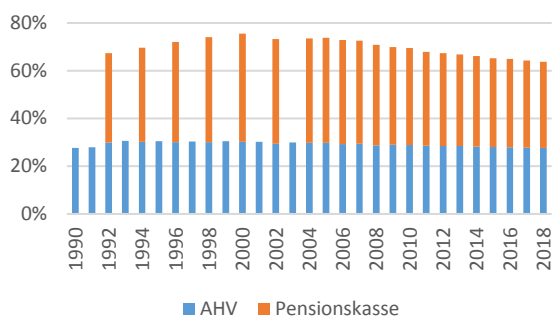
Quelle: BfS, nationale Statistikämter, Berechnungen SGB

4 Druck auf die Altersrenten, schleichende Teilprivatisierung

Wie in der Einleitung erwähnt, hat sich seit der substanziellen Erhöhung der AHV-Renten im Jahr 1972 bei der Altersvorsorge vieles verändert.²⁰ Namentlich seit den 1990er-Jahren wird die AHV-Diskussion stark durch die viel zu pessimistischen Finanzszenarien des Bundes geprägt.²¹ Rentenerhöhungen über die gesetzliche vorgesehene Anpassung an die Lohn- und Preisentwicklung (Mischindex) gab es keine mehr. Im Gegenteil: Die Leistungen werden immer wieder angegriffen. Sei es über die (Teil-)Abschaffung des Mischindexes in den Sparprogrammen des Bundes oder über Rentenalterhöhungen in den AHV-Revisionen. Nicht zuletzt dank dem Widerstand der Gewerkschaften mussten solche Pläne wieder zurückgenommen werden. Einen Höhepunkt erreichten diese Angriffe auf die Sozialleistungen in der Zeit der Bundesräte Blocher und Merz. Im Juli 2004 forderte Bundesrat Merz in einem Interview, „das Undenkbare zu denken“ und die „Sozialversicherungen so weit als möglich zu privatisieren“.²² Solche Angriffe waren politisch natürlich chancenlos.

Wenig später begannen sich die Rentenprobleme vor allem in den Pensionskassen zu akzentuieren. Aufgrund der stark gesunkenen Zinsen und der teilweise pessimistischen Zukunftserwartungen sind die Pensionskassenrenten in den letzten Jahren spürbar gesunken. Die Vorsorgekapitalien wurden weniger hoch verzinst und die Umwandlungssätze sanken – insbesondere im Überobligatorium. Die Durchschnittsrenten der Männer sind heute 3.7 Prozent tiefer als im Jahr 2010 – obwohl die Durchschnittslöhne seither um 7.1 Prozent gestiegen sind. Wer heute pensioniert wird, hat – gemessen am Lohn – spürbar weniger Rente. Doch auch die AHV hat mit der Lohnentwicklung nicht Schritt gehalten. Die so genannte Ersatzquote ist gesunken.

Indikator „Ersatzquote“ aus AHV und 2. Säule (Durchschnittsrente in % des Durchschnittslohnes)



Quelle: BSV, BFS, Berechnungen SGB

Damit ist es nicht nur schwieriger geworden, mit der Rente über die Runden zu kommen. Sondern es auch die Solidarität in der Altersvorsorge wird vermehrt unterlaufen. Wer es finanziell vermag, versucht diesen Rentenrückgang durch individuelle Vorsorgeanstrengungen zur kompensieren. Sei es über die 3. Säule oder Einkäufe in die Pensionskasse. Gewisse Firmen haben für die Topverdiener spezielle Pensionskassenlösungen eingeführt (1e-Pläne).

²⁰ Zur Geschichte der Schweizer Altersvorsorge s. u.a. Leimgruber (2008).

²¹ Die damalige Interdepartementale Arbeitsgruppe IDAFISO produzierte eine kapitale kollektive Fehlleistung. Das Schweizer BIP wuchs nicht wie damals angenommen mit tiefen 1.3 Prozent (1995-2010) bzw. 0.5 Prozent (2010-2025), sondern mit 2.0 Prozent bzw. 1.8 Prozent. Zudem musste Bundesrat Burkhalter später zugeben, dass das AHV-Modell des Bundes mit strukturell falschen Annahmen arbeitete.

²² Interview mit BR Merz im Tagesanzeiger vom 7. Juli 2004.

Die AHV hingegen ist sehr sozial finanziert. Die obersten zehn Prozent der Löhne zahlen fast ein Drittel der AHV-Beiträge. Die AHV-Renten sind aber plafoniert, so dass auch Topverdiener nicht mehr als die maximale AHV-Rente erhalten. Dieser Finanzierungsmechanismus der AHV hat zur Folge, dass 92 Prozent der Versicherten mehr aus der AHV erhalten, als sie einzahlen. Die obersten 8 Prozent sind hingegen Nettozahler²³.

Im Unterschied zur AHV gibt es in der 3. Säule keine solidarische Umverteilung von den hohen zu den unteren Einkommen. Und auch die Arbeitgeber zahlen keine Beiträge. Die 3. Säule ist vor allem ein Steuersparinstrument. Je mehr jemand verdient, desto grösser sind die Steuerersparnisse. Umgekehrt haben Personen mit tieferen mittleren Einkommen wie Briefträger oder Verkäuferinnen kaum die Möglichkeit, gross in ein Konto der 3. Säule einzuzahlen. Weil sie ihr Geld zum Leben brauchen. Für diese Leute ist die immer wieder von Banken und bürgerlichen Politikern geäusserte Forderung nach mehr Eigenverantwortung in der Altersvorsorge zynisch.

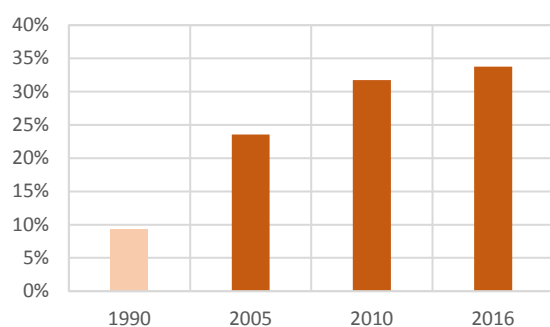
Einzahlungen in die Säule 3a nach Einkommensklasse²⁴

	0-50'000	50'000-100'000	100'000-150'000	150'000-200'000	200'000-250'000	250'000+
Zug	216	1'588	3'542	5'883	6'863	6'322
Bern	221	1'411	3'880	6'422	7'952	8'171

Quelle: Peters (2011)

Die Einzahlungen in die 3. Säule haben markant zugenommen. Gegenwärtig sind es rund 10 Mrd. Fr. pro Jahr. Das entspricht ungefähr einem Drittel der jährlichen AHV-Lohnbeiträge. Faktisch läuft diese Entwicklung auf eine schleichende Teil-Privatisierung der Altersvorsorge hinaus. Denn der Aufbau der 3. Säule erfolgt bei Banken und Versicherungen, die damit Gewinne erzielen. Die Leistungsfähigkeit der AHV und insbesondere der Pensionskasse nimmt ab.

Einzahlungen in Säule 3a in Prozent der gesamten AHV-Lohnbeiträge



Quelle: BSV, Berechnungen SGB

²³ <https://soziale-sicherheit-chss.ch/artikel/einkommensbezogene-umverteilung-in-der-ahv/>

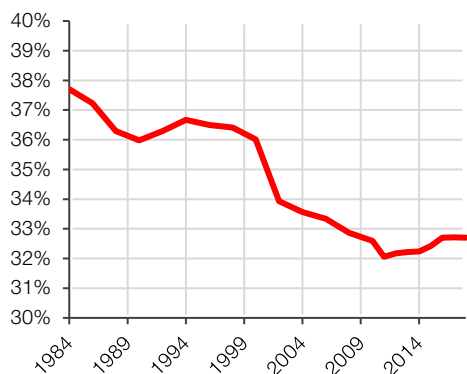
²⁴ Die Einkommen sind Nettoeinkommen (nach Beiträgen an 1. und 2. Säule. Die Zahlen beziehen sich auf das Jahr 2007.

5 Steuer- und Abgabepolitik im Dienst der Oberschicht

Die Steuer- und Abgabepolitik stellte sich seit den 1990er Jahren verstärkt in den Dienst der Oberschicht (s. Lampart/Schüpbach 2018). Die Kantone senkten die Steuern für die hohen und höchsten Einkommen. Die Steuerbelastung für ein Bruttoeinkommen von 1 Mio. Fr. beispielsweise reduzierte sich substantziell, wie die Grafik unten zeigt.

Steuerbelastung bei sehr hohem Einkommen von 1 Mio. Fr.

(Preise von 2018)

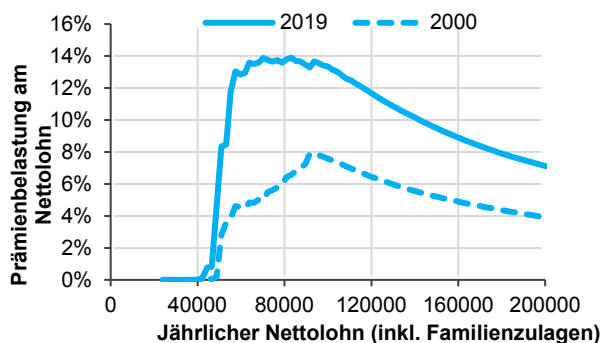


Quelle: Berechnungen SGB

Gleichzeitig stiegen die Kopfprämien bei den Krankenkassen viel stärker als die Prämienverbilligungen. Die Prämienbelastung für normalverdienende Familien hat sich in zahlreichen Konstellationen seit dem Jahr 2000 verdoppelt. Die Belastung wird zunehmend unerträglich.

Nettoprämienbelastung Familie mit zwei Kindern

(in % des Nettolohnes, bereinigt mit Ø-Lohnentwicklung)

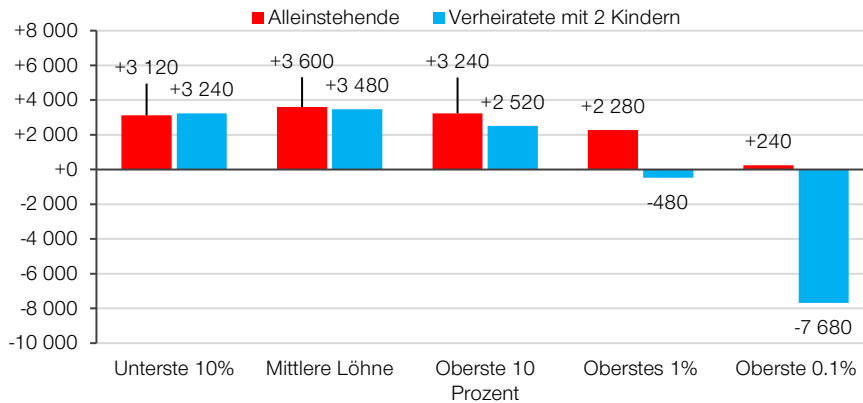


Quelle: Berechnungen SGB mit Daten des BAG und kantonalen Gesetzen und Verordnungen

Seit dem Jahr 2000 hat sich die Steuer- und Abgabepolitik völlig in die falsche Richtung entwickelt. Die unteren und mittleren Einkommen zahlen mehr – vor allem wegen den Krankenkassenprämien. Die Topverdiener profitieren hingegen von den Steuersenkungen, welche die höheren Krankenkassenprämien mehr als ausgeglichen haben. Topverdiener-Familien zahlen heute weniger Steuern und Abgaben als im Jahr 2000.

Veränderung der Steuern und Abgaben 2000 bis 2019

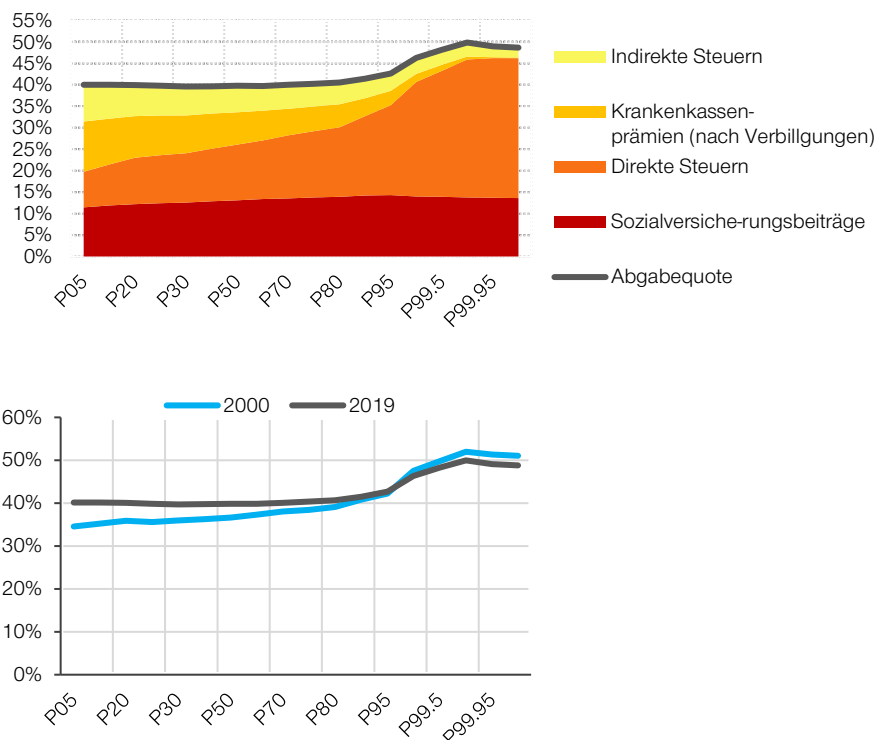
(inkl. Krankenkassenprämien und Verbilligung, pro Jahr nach Einkommensklassen, real)



Quelle: Berechnungen SGB

Durch diese Steuer- und Abgabepolitik wurde die Progression bei den Alleinstehenden in bedenklichem Masse unterlaufen. Die hohen Einkommen zahlen heute einen geringeren Teil ihres Einkommens für Steuern, Sozialversicherungen und Krankenkasse. Bei den unteren Einkommensklassen ist die Abgabenlast gestiegen – vor allem wegen den höheren Krankenkassenprämien und den nur langsam steigenden Prämienverbilligungen.

Abgabenbelastung nach Einkommensklassen: Alleinstehende (Abgaben in Prozent des Bruttolohnes, nach Einkommensperzentilen)



Quelle: Berechnungen SGB, vgl. Verteilungsbericht 2018

6 Wirtschafts- und sozialpolitischer Handlungsbedarf

Die wirtschafts- und sozialpolitischen Auseinandersetzungen der letzten 30 Jahre haben in der Politik, in den Sozialwerken und in den Betrieben schmerzhaft Spuren hinterlassen. Die an den Hochschulen ausgebildeten Bankangestellten beispielsweise sind heute ökonomisch wie gesellschaftlich noch weiter von den Hauswarten oder ReinigungsmitarbeiterInnen entfernt als je zuvor – auch weil die Firmen viele Tätigkeiten an Subunternehmen ausgelagert haben. Teile des Sozialstaates kamen unter Druck, sei es über einen bewussten Abbau von Leistungen (Invaliden- und Arbeitslosenversicherung) oder schleichende Leistungsverlechterungen (Altersvorsorge). In der Steuer- und Abgabepolitik wurden die Steuern für höhere Einkommen gesenkt, statt die Verbilligungen der Krankenkassenprämien für untere und mittlere Einkommen zu erhöhen. Dank kämpferischen Gewerkschaften und sozialen Kräften konnten in diesen schwierigen Jahren Verbesserungen erzielt und Schlimmeres verhindert werden – vor allem bei den Löhnen und der GAV-Politik.

Nun ist es Zeit für eine Wende. Weil die Lebensbedingungen für immer mehr Leute schwieriger oder sogar unerträglich geworden sind. Und weil der Schweizer Sozialstaat seine Aufgabe immer weniger wahrnimmt. Nur eine Wirtschaft, welche der gesamten Bevölkerung nützt, hat Zukunft. Das Geld wäre in der Schweiz vorhanden.

In der Altersvorsorge braucht es eine Erhöhung der AHV, damit die „Weiterführung der gewohnten Lebensweise“ gewährleistet ist, wie es in der Bundesverfassung heisst. Vor allem für die unteren und mittleren Einkommen ist die AHV die Altersvorsorge mit dem besten Preis-Leistungsverhältnis. Sozialpolitisch ein grosses Potenzial hat auch der Sozialpartnerkompromiss zum BVG, welcher u.a. über die solidarisch finanzierte Umlagekomponente die Rentensituation von Frauen, Teilzeitarbeitenden und unteren Einkommen verbessert.

In der Steuer- und Einkommenspolitik ist die Forderung einer gerechteren Finanzierung des Gesundheitswesens mit der Einreichung der Initiative für höhere Prämienverbilligungen nun in Bundesbern lanciert. Niemand soll mehr als 10 Prozent des Einkommens für Krankenkassenprämien bezahlen müssen.

Ein wichtiger Schritt für eine bessere soziale Absicherung bei Arbeitslosigkeit ist die vom Bundesrat vorgeschlagene Überbrückungsleistung für ausgesteuerte, ältere Arbeitslose. Der SGB erwartet von der Bundesversammlung, dass sie dem Bundesrat folgt.

Eine grosse Herausforderung ist es, die Menschen in den Firmen wieder näher zusammen zu bringen und den Negativtrend bei den Auslagerungen zu brechen. Für den SGB prioritär ist es, neue Missbräuche über die „Plattformwirtschaft“ und die Scheinselbständigkeit zu verhindern, sowie die Einführung des Gleichbehandlungsprinzips („Equal pay“) bei der Temporärarbeit und die Wiederintegration von ausgelagerten Reinigungstätigkeiten u.a. bei der öffentlichen Hand..

Lohnpolitisch braucht es endlich wieder substanzielle Fortschritte. Vor allem bei den langjährigen Angestellten und bei den Frauen. Die Individualisierung der Lohnpolitik über Bonuslohnsysteme u.a. hat sich als Irrweg herausgestellt. Lohnerhöhungen sollen möglichst generell erfolgen.

7 Bibliografie

- Baccaro, L. und Howell, C. (2017): Trajectories of Neoliberal Transformation, Cambridge.
- Goldschmidt, D. und Schneider, J.F. (2017): The Rise of Domestic Outsourcing and the Evolution of the German Wage Structure, Quarterly Journal of Economics, Vol 132, No. 3: 1165-1217.
- Halbeisen, P. et al. (2012): Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert. Basel.
- Hassler, B. (2016): Arbeitsmarktfähigkeit unter Beobachtung. „Scheininvalidität“ in der Schweiz. In: Aschauer, W. et al., Solidaritätsbrüche in Europa, Wiesbaden.
- Katz, L.F. und Krueger, A.B. (2019): Understanding Trends in Alternative Work Arrangements in the United States, The Russell Sage Foundation Journal of the Social Sciences, <https://www.rsfjournal.org/content/rsfjss/5/5/132.full.pdf>.
- Koppetsch, C (2019): Die Gesellschaft des Zorns, Bielefeld.
- Lampart, D. (2006): Handlungsspielräume und –restriktionen der Schweizer Konjunkturpolitik in der langen Stagnation der 1990er Jahre. <https://www.zora.uzh.ch/id/eprint/163515/>.
- Lampart, D. und Gallusser, D. (2013): Boni und wachsende Lohnschere, SGB-Dossier Nr. 97, https://www.sgb.ch/fileadmin/user_upload/Dokumente/Medienkonferenzen/2013-10-29-Boni-und-Lohnschere/131030_Dossier.pdf.
- Lampart, D. und Schüpbach, K. (2018): Verteilungsbericht 2018, SGB-Dossier Nr. 130, http://www.verteilungsbericht.ch/wp-content/uploads/2018/10/130D_DL_KS_Verteilungsbericht.pdf
- Lampart, D., Schüpbach, K. und Kopp, D. (2015): Mehr Stellensuchende wegen Leistungsabbau bei den Sozialversicherungen, SGB-Dossier Nr. 113, https://www.sgb.ch/fileadmin/user_upload/113d_DL_Arbeitsmarkt_und_Sozialversicherungen_internet.pdf.
- Leimgruber, M. (2008): Solidarity without the State?, Cambridge.
- Peters, R. (2011): Steuerabzüge: Wer profitiert?, http://www.alexandria.admin.ch/Steuerabzuege_Zug.pdf.
- Song, J. et al. (2019): Firming up Inequality, The Quarterly Journal of Economics, Vol. 134 (1).
- Tanner, J. (2015): Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert, München.
- Weil, D. (2019): Understanding the Present and Future of Work in the Fissured Workplace Context, The Russell Sage Foundation Journal of the Social Sciences, <https://www.rsfjournal.org/content/rsfjss/5/5/147.full.pdf>

- 93 Vertrags- und Lohnverhandlungen 2012/2013. Eine Übersicht aus dem Bereich der SGB-Gewerkschaften. *April 2013. Négociations conventionnelles et salariales 2012/2013. Un aperçu des secteurs couverts par les syndicats de l'USS. Mai 2013.*
- 94 Halbierte Sozialpartnerschaft in der Schweiz. August 2013. *Le semi-partenariat social en Suisse. Août 2013.*
- 95 GAV in der Schweiz: Probleme, Handlungsbedarf, Lösungen. August 2013. *Les CCT en Suisse : problèmes, mesures requises, solutions. Août 2013*
- 96 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2012. Okt. 2013. *Évolution des effectifs des syndicats en 2012. Oct. 2013.*
- 97 Boni und wachsende Lohnschere. Oktober 2013.
- 98 Der Detailhandel. Schwache Lohnentwicklung trotz Produktivitätsschub, *avec résumé en français.* November 2013.
- 99 Kantonsfinanzen. Fragwürdige, schädliche Sparmassnahmen in den Kantonen. Eine ökonomische Analyse, Dezember 2013 *Finances cantonales. Programmes d'austérité douteux et préjudiciables dans les cantons. Une analyse économique. Décembre 2013*
- 100 Arbeitszeitkontrollieren statt Burnouts kurieren. Mangelhafter Vollzug der Arbeitszeiterfassung in den Kantonen, *avec l'introduction, conclusions et perspectives en français. Janvier 2014*
- 101 12. SGB-Frauenkongress vom 15. und 16. November 2013. Gute Arbeit – gutes Leben! Pour de bonnes conditions de travail! Adesso e in futuro! Wir Frauen zahlen eure Krise nicht. April 2014. *12e Congrès des femmes de l'USS des 15 et 16. 11.2013. Gute Arbeit – gutes Leben! Pour de bonnes conditions de travail ! Adesso e in futuro! Ce n'est pas aux femmes de payer la crise! Avril 2014.*
- 102 Vertrags- und Lohnverhandlungen 2013/2014 ; Eine Übersicht aus dem Bereich der SGB-Gewerkschaften. April 2014. *Négociations conventionnelles et salariales 2013/2014; un aperçu des secteurs couverts par les syndicats de l'USS. Avril 2014.*
- 103 Ein starker Service Public – damit die Schweiz funktioniert. Reden der Tagung vom 27.2.2014. April 2014. *Des services publics forts pour une Suisse qui fonctionne ! Les interventions de la journée du 27.2.2014. Avril 2014.*
- 104 Was für die Lohngleichheit zu tun ist. Eine Analyse der Lohnunterschiede zwischen den Geschlechtern und der politischen Gegenmassnahmen. April 2014. *Que faire pour instaurer l'égalité de salaire entre les sexes ? Analyse des différences de salaire entre les femmes et les hommes et contre-mesures politiques. Juin 2014.*
- 105 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2013. Sept. 2014. *Évolution des effectifs des syndicats en 2013. Sept. 2014*
- 106 55. SGB-Kongress vom 23. – 24. Oktober 2014. Positionspapiere und Resolutionen. November 2014. *55e Congrès de l'USS des 23 et 24 octobre 2014. Textes d'orientation et résolutions. Novembre 2014.*
- 107 SGB-Verteilungsbericht. Eine Analyse der Lohn-, Einkommens- und Vermögensverteilung in der Schweiz. Januar 2015, *avec résumé en français.*
- 108 Höhere Prämienverbilligungen gegen die Krankenkassen-Prämienlast. Eine Analyse der durchschnittlichen Prämienlast in der Schweiz und Vorschläge für den Ausbau der Prämienverbilligungen. Januar 2015, *avec résumé en français.*
- 109 *Un projet européen disputé. Les débats de politique européenne des syndicats depuis les années 70. Mars 2015.* Existiert nur auf Französisch.
- 110 Vertrags- und Lohn-Verhandlungen 2014/15. *Négociations contractuelles et salariales 2014/15. Mai 2015.*
- 111 Fragwürdige Spar- und Steuerpolitik in den Kantonen. Eine ökonomische Analyse. Juni 2015. *Une politique cantonale d'austérité et fiscale contestable. Analyse économique. Août 2015*
- 112 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2014. Okt. 2015. *Évolution des effectifs des syndicats en 2014. Octobre 2015.*
- 113 Mehr Stellensuchende wegen Leistungsabbau bei den Sozialversicherungen. Dezember 2015. *Davantage de demandeurs et demandeuses d'emploi à cause du démantèlement des prestations des assurances sociales. Janvier 2016.*
- 114 Fragwürdige Spar- und Steuerpolitik in den Kantonen. Januar 2016. Eine ökonomische Analyse. *Une politique cantonale d'austérité et fiscale contestable. Analyse économique. Janvier 2016.*
- 115 Vertrags- und Lohnverhandlungen 2015/2016. März 2016. *Négociations conventionnelles et salariales 2015/2016. Mars 2016.*
- 116 Lohnkontrollen – ein Reader. Juni 2016. *25 ans après la Grève des femmes – Les contrôles des salaires. Juin 2016.*
- 117 SGB-Verteilungsbericht 2016. Eine Analyse der Lohn-, Einkommens- und Vermögensverteilung in der Schweiz. Juli 2016. *Rapport 2016 de l'USS sur la répartition des salaires, des revenus et de la fortune en Suisse. Octobre 2016.*
- 118 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2015. Sept. 2016. *Évolution des effectifs des syndicats en 2015. Octobre 2016.*
- 119 *USR III kostet jeden Haushalt mindestens 1000 Franken pro Jahr. Januar 2017, avec résumé en français.*
- 120 SGB- Juristen-Tagung 2015: Zwischen Strassburg und Genf: Die Bedeutung des Völkerrechts für das Arbeitsrecht. März 2017
- 121 Vertrags- und Lohnverhandlungen 2016/2017. März 2017. *Négociations conventionnelles et salariales 2016/2017. Mars 2017.*
- 122 Zutritts- und Informationsrechte für Gewerkschaften im Betrieb. Juni 2017. *Les droits d'accès à l'entreprise et à l'information des syndicats. Juin 2017*
- 123 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2016. Sept. 2016. *Évolution des effectifs des syndicats en 2016. Sept. 2017.*
- 124 *Augmentation du niveau de formation des travailleuses et travailleurs : analyse et revendications syndicales. Sept. 2017.* Mit einer Zusammenfassung auf Deutsch.
- 125 Digitalisierung muss den Berufstätigen nützen: Analyse und Handlungsbedarf. Oktober 2017. *La numérisation doit servir aux salarié(e)s : analyse et mesures requises. Octobre 2017.*
- 126 Die ILO – Bedeutung für Gewerkschaften in der Schweiz. Februar 2018. *Importance de l'OIT pour les syndicats de Suisse. Février 2018.*
- 127 Über den Tellerand. Ein gewerkschaftlicher Blick auf Europa, April 2018.
- 128 Unsere Zeit ist mehr wert! 13. SGB-Frauenkongress vom 19. und 20. Januar 2018. Oktober 2018 *Notre temps vaut plus que ça ! 13^e Congrès des femmes de l'USS des 19 et 20 janvier 2018. Octobre 2018*
- 129 Vertrags- und Lohnverhandlungen 2017/2018. Eine Übersicht aus dem Bereich der SGB-Gewerkschaften. Juni 2018. *Négociations conventionnelles et salariales 2017/2018. Un aperçu des secteurs couverts par les syndicats de l'USS. Juin 2018*
- 130 Verteilungsbericht 2018. Die Verteilung der Löhne, Einkommen und Vermögen sowie die Belastung durch Steuern und Abgaben in der Schweiz. Oktober 2018
- 131 Analyse der Kantonsfinanzen. Budget 2019/AFP 2020-2022. November 2018. *Analyse des finances cantonales. Budget 2019/PFN 2020-2022. Novembre 2018*
- 132 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2017. Dezember 2018. *Évolution des effectifs des syndicats en 2017. Décembre 2018*
- 133 Temporärarbeit in der Schweiz. Juni 2019. *Le travail temporaire en Suisse. Juin 2019.*
- 134 Arbeitssicherheit und Gesundheitsschutz in Gesamtarbeitsverträgen. Juli 2019, *avec résumé en français.*
- 135 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2018. Oktober 2018. *Évolution des effectifs des syndicats en 2018. Octobre 2019*
- 136 Analyse der Kantonsfinanzen. *Analyse des finances cantonales.* Budget 2020 / AFP/ PFN 2021-2023. November 2019/ *novembre 2019*